

Brigade anti – fraude au RSA: Des associations s'inquiètent et s'interrogent

Les pauvres sont des fraudeurs : vrai ou faux ?

FAUX. « *La fraude des pauvres est une pauvre fraude* », estime le Conseil d'État en février 2011⁽¹⁾

Au total, plus de 10 milliards d'euros seraient « économisés » chaque année par la Collectivité Publique parce qu'une partie des personnes qui ont droit aux prestations sociales ne les sollicitent pas⁽²⁾. Ces mêmes personnes ont recours à des aides caritatives qui pourraient être évitées si l'accès aux droits sociaux leur était garanti.

Non recours au RSA



Source: CNAF 2013

Fraude au RSA

52,3 Millions d'€

Fraude au RSA (Millions d'€)

52,3

Fraude fiscale (Millions d'€)

3660

Source: DNLF 2012, CNAF 2013

La fraude au RSA existe, et il est nécessaire de lutter contre elle. Cependant elle demeure très faible par rapport aux autres types de fraudes – notamment la fraude fiscale, auxquels les discours stigmatisant s'intéressent étonnement beaucoup moins.

Nous restons ainsi interrogateurs et inquiets face au projet de « brigade anti - fraude au RSA » dans l'Ain. Le traitement des fraudes au RSA existe déjà dans le Règlement départemental d'aide sociale. Nous craignons que ce projet de « brigade » contribue à véhiculer et renforcer l'amalgame « bénéficiaire du RSA = fraudeur ». Nous ne pouvons l'accepter. N'oublions pas qu'il n'est pas possible de vivre dignement avec le RSA aujourd'hui. Les moyens alloués à un tel dispositif ne pourraient – ils pas être plutôt employés à un meilleur accompagnement vers l'emploi des personnes au RSA, ainsi que de celles qui ont besoin d'aide et n'en bénéficient pas, alors même qu'elles y ont droit ?

Nous allons prendre connaissance des informations du Conseil Départemental suite à la session des 30 juin et 1^{er} juillet et resterons attentifs et vigilants à ce qui sera proposé.

ATD QUART MONDE – EMMAUS – EPICERIE SOLIDAIRE — RESTOS du CŒUR – TREMPLIN



Contact : atd.bourg@yahoo.fr

(1) Entretiens « Fraude et protection sociale » publiés dans la revue Droit social n°5, mai 2011

(2) Odenore, L'Envers de la « fraude sociale ». Le scandale du non-recours aux droits sociaux, Paris, Éd. La Découverte, 2012